Le pari de l'Iran c'est que Trump a peur de la guerre

26/07/2019 Par Tony Karon https://www.thenation.com/article/iran-diplomacy-trump-war/

Tony Karon est responsable éditorial chez AJ+ .

En réponse aux dramatiques sanctions américaines, l'Iran choisit la confrontation plutôt que la reddition.

Le secrétaire d'État Mike Pompeo prend la parole au département d'État, le jeudi 13 juin 2019, à Washington. (AP Photo / Alex Brandon)

Quel est l'intérêt d'avoir l'armée la plus puissante du monde si nous ne l'utilisons jamais ? Voilà ce que Madeleine Albright, alors secrétaire d'État, aurait crié au général Colin Powell en 1992,alors qu'il était réticent à engager la force américaine dans les guerres des Balkans.

Le président Donald Trump est clairement d'accord avec Albright pour dire que l'armée est là pour être utilisée, mais aussi avec Powell pour dire qu'elle devrait être gardée hors des périls où elle s'embourberait. Il a utilisé l'armée américaine comme soutien politique - à la frontière, dans des frappes aériennes symboliques contre des cibles syriennes prévenues à l'avance, et dans une extravagante parade le 4 juillet à Washington. Mais, malgré son tweeting belliciste, Trump a écarté toute éventualité d'aventurisme expéditionnaire.

Et ça, c'est parce que l'un des principaux piliers de la promesse du président de "Make America Great Again" a été d'aller à l'encontre de l'héritage interventionniste du président George W. Bush. "Nous traçons la voie de la stabilité et de la paix au Moyen-Orient, parce que les grandes nations ne veulent pas s'engager dans des guerres interminables", a réitéré Trump, lors du lancement de sa

campagne de 2020 à Orlando le mois dernier, dans une rhétorique qui aurait tout aussi bien pu être celle de Barack Obama. "Ces guerres durent depuis une éternité", a-t-il ajouté, promettant qu'il retirait les troupes et qu'il "donnait enfin la priorité à l'Amérique".

Alors même que Trump envisageait, en signe de tape sur les doigts, de punir l'Iran par un raid aérien suite à la destruction par ce dernier d'un drone de surveillance de la marine américaine, Tucker Carlson, sur les ondes de Fox News, l'a mis en garde contre le risque d'être entraîné dans le tourbillon d'une confrontation militaire avec Téhéran. Trump a fait marche arrière (sauf, bien sûr, sur Twitter), et a donné raison à l'analyse stratégique de l'Iran: Trump veut éviter de faire la guerre à un pays trois fois plus grand que l'Irak ayant une bien meilleure capacité de riposte.

Donald Trump

Bien que la marine américaine ait par la suite abattu un drone iranien lors d'un affrontement dans le détroit d'Ormuz, l'Iran a continué de faire monter les enchères dans ce couloir stratégique vital pour le transport du pétrole, et tout récemment encore en appréhendant un pétrolier britannique en riposte à l'interdiction de circulation d'un pétrolier iranien au large de Gibraltar par le Royaume-Uni. Comme Ali Vaez de l'International Crisis Group l'a dit au Wall Street Journal, "La réalité est que [la stratégie] de pression maximale [de Trump] a accru la témérité de Téhéran au lieu de la diminuer."

Il y a un an, Trump a dénoncé l'accord nucléaire international (PAGC) et utilisé la suprématie américaine sur le système financier international pour contraindre des tiers à se soumettre à une nouvelle série de sanctions, empêchant ainsi l'Iran de respecter ses obligations au titre de l'accord nucléaire et supprimant les incitations qui lui avaient permis de s'y conformer. Trump a été convaincu par ses alliés saoudiens et israéliens ainsi que par ceux qui leur font écho à Washington de placer l'économie iranienne dans un étau à moins qu'elle ne cède aux exigences américaines qui vont bien au-delà de l'accord nucléaire.

Il s'agissait ni plus ni moins que d'un quitte ou double, conçu par une faction favorable à un changement de régime plus inquiète par la façon dont l'accord traitait l'Iran, partenaire légitime, que

par ce qui pouvait bien se passer dans son programme nucléaire. Des analystes plus modérés ont signalé que l'Iran ne capitulerait pas et choisirait la confrontation plutôt que la capitulation ou la mort lente de son économie. Il est en tous cas bien clair maintenant que l'Iran est prêt à prendre des risques pour mettre fin au siège de son économie par les Etats Unis.

L'Iran ne va pas se résigner, et fait le pari que Trump ne peut pas se permettre une guerre. Cela semble être un pari intelligent, mais c'est un pari qui comporte un risque élevé d'erreur de calcul de part et d'autre et cela pourrait déclencher une conflagration alors même que c'est ce que les deux côtés veulent éviter.

Donald Trump et Hassan Rohani

Après avoir abattu un drone américain en juin, l'Iran a relancé l'enrichissement limité de l'uranium et réitéré les menaces à la circulation des navires. Cela indique une volonté de la République islamique de recourir au niveau de force que Trump est prêt à accepter, dans l'espoir que la crise qui en résulte incite d'autres pays à se soustraire au régime de sanctions dicté par les États-Unis. Environ 20 % de la demande mondiale quotidienne de pétrole passe par le détroit d'Ormuz, ce qui signifie que toute perturbation de cette voie de navigation risque d'entraîner une flambée importante des prix mondiaux du pétrole. Comme l'a déclaré au Wall Street Journal Suzanne Maloney, de la Brookings Institution : "Les provocations dans le Golfe, en accroissant les cours, contribuent à galvaniser une véritable diplomatie européenne".

" De plus, elles rappellent à Trump ses propres intérêts nationaux en évitant soit une flambée des cours du pétrole, soit une nouvelle intervention militaire coûteuse et prolongée des États-Unis au Moyen-Orient alors qu'il entame sa campagne de réélection", a-t-elle ajouté.

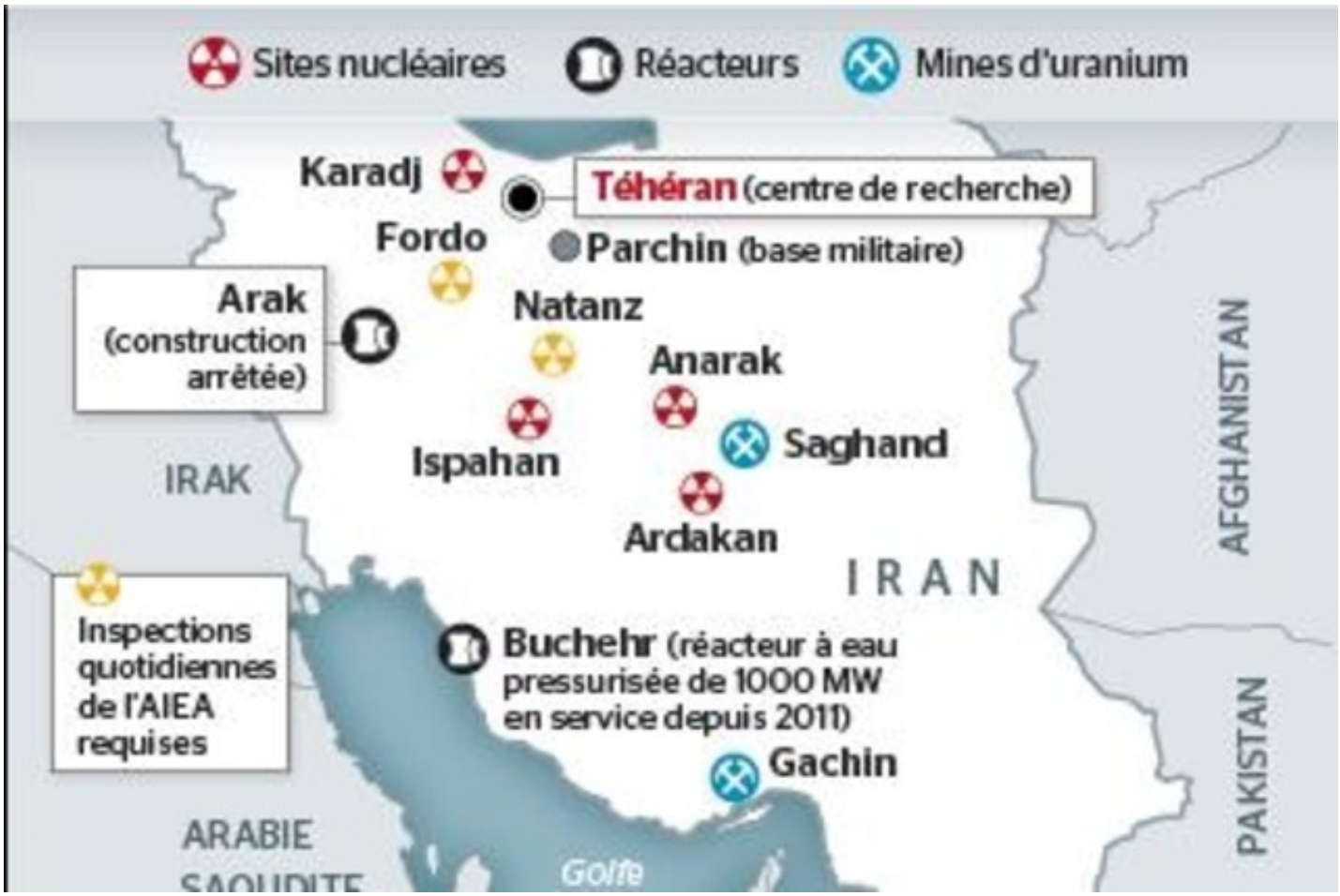
Et c'est précisément parce qu'il lui manque une fin de partie plausible - les Iraniens ne peuvent pas capituler et continueront d'augmenter les enjeux dans l'espoir de forcer les américains à revenir à la table - que la campagne de " pression maximum " de Trump a, de fait, laissé l'initiative stratégique entre les mains de Téhéran.

Comme l'analyste iranienne Laura Rozen l'a récemment fait remarquer, " Si les États-Unis s'attendaient à ce qu'environ une année de désastreuses sanctions économiques contre l'Iran après le retrait de Donald Trump de l'accord nucléaire puisse amener les Iraniens à la table, prêts à céder à la longue liste des revendications américaines contre la République islamique, l'Iran a inversé le scénario, changeant de stratégie pour passer de celle de relative modération à celle dans laquelle les

États-Unis et les autres puissances semblent de plus en plus agir en réaction aux initiatives des Iraniens ".

Il ne fait aucun doute que l'effondrement de l'accord PAGC a infligé à l'Iran un revers stratégique, réduisant à néant certains des gains diplomatiques que Téhéran avait obtenus grâce à l'accord et, par extension, grâce à son travail nucléaire. Cela a effectivement remis les compteurs à zéro, mais seulement sur une période de cinq ans, revenant à un moment où les bévues américaines dans la région avaient élargi de façon exponentielle l'influence régionale de Téhéran et où l'inquiétude quant à sa capacité croissante de fabriquer des armes nucléaires avait amené les puissances occidentales à rejoindre à la table des négociations un régime dont la plupart auraient préféré l'isolement ou la destruction.

Les activités nucléaires de l'Iran s'inscrivent dans le cadre d'une stratégie mondiale post-Hiroshima: Les armes nucléaires n'ont jamais été une fin en soi ; au contraire, elles constituent le moyen de dissuasion ultime. Les politiciens américains, de Trump à Hillary Clinton, menacent avec désinvolture d'anéantir l'Iran, clin d'œil à la capacité nucléaire américaine. L'Iran sait qu'aucune puissance ne peut sérieusement envisager une attaque contre l'existence d'un régime qui est en capacité de répondre en conséquence.



Les principales installations nucléaires en Iran.Image: DR

L'intérêt d'une dissuasion nucléaire pour tout régime ayant des ennemis plus puissants est évident. "Les Iraniens avaient de bonnes raisons d'acquérir des armes nucléaires bien avant la crise actuelle, et il existe des preuves substantielles que c'est ce qu'ils faisaient au début des années 2000 ", a écrit récemment John Mearsheimer, spécialiste réaliste de la politique étrangère américaine, dans le New York Times. "Les arguments en faveur d'une nucléarisation sont bien plus convaincants aujourd'hui. Après tout, l'Iran est maintenant confronté à une menace de la part des Etats Unis concernant son existence même, et un arsenal nucléaire contribuera largement à la combattre."

Bien que la République Islamique soit née d'une révolution chaotique il y a 40 ans, les circonstances historiques ont fait que plutôt que l'exportation de la révolution, c'est la survie du régime qui est devenue sa priorité absolue. Certes, l'Iran "exporte" son influence politique et militaire, mais voilà des décennies que ces exportations sont façonnées à l'aune d'une certaine realpolitik.

L'Iran n'avait aucune raison idéologique de dépenser sang et argent pour soutenir le régime Assad en Syrie, un régime fondé sur une alliance militante et laïque de la communauté alaouite hétérodoxe, des chrétiens et autres minorités non musulmanes et de la bourgeoisie musulmane sunnite. L'Iran a sauvé Assad pour préserver le pont terrestre qui lui permet de fournir directement des armes au mouvement du Hezbollah au Liban.

Cet accès permet aux alliés de l'Iran de prendre pour cible Tel-Aviv avec des missiles iraniens et de se défendre contre les invasions terrestres israéliennes. Pour Téhéran, l'importante capacité militaire indépendante du Hezbollah sert de moyen de dissuasion asymétrique clé contre toute frappe israélienne ou américaine en Iran.

Des membres du Hezbollah défilent à Beyrouth au Liban, le 31 mai 2019. (MARWAN NAAMANI/ZUMA PRESS/ZUMA/REA)

La portée politico-militaire régionale de l'Iran s'était considérablement élargie au cours de la décennie qui a précédé le PAGC, principalement en raison des erreurs catastrophiques de l'administration Bush. En Afghanistan, puis en Irak, les États-Unis ont éliminé les voisins les plus menaçants de l'Iran (les talibans et Saddam Hussein), et puis, pour faire bonne mesure, ont poussé Israël à envahir le Liban par voie terrestre en 2006 dans l'espoir d'éliminer le Hezbollah - une catastrophe militaire qui a tué des centaines de Libanais et laissé le Hezbollah plus fort que jamais. La démocratie en Irak a apporté d'autres avancées puisque le processus électoral a permis à de nombreuses reprises l'élection de gouvernements qui ont placé Bagdad dans la sphère d'influence de l'Iran.

Il semble que Téhéran ait entrepris, au début des années 2000, des travaux de recherche sur les armes nucléaires - en contradiction avec ses principes religieux - et ce, en réponse au programme nucléaire de son ennemi mortel, l'Irak de Saddam Hussein, qui avait attaqué l'Iran en 1980 dans une guerre effroyable de huit ans financée par les Saoudiens. Les inspections qui ont suivi l'opération Tempête du désert en 1991 ont révélé l'existence d'un programme souterrain puissant et sophistiqué qui a permis à Hussein de s'approcher de façon très périlleuse d'une capacité d'armement nucléaire.

Et sur le flanc est de l'Iran, le Pakistan, état-client de l'Arabie Saoudite, possédait des armes nucléaires, tout comme Israël, rival régional clé de l'Iran, ainsi bien sûr que les États-Unis. L'idéologie mise à part, il existe une incitation impérieuse à se doter d'armes nucléaires. Le statut d'"intouchable" accordé à tous les régimes dotés d'armes nucléaires serait certainement d'un grand attrait pour Téhéran.

Mais dans leurs rapports avec les puissances mondiales, les Iraniens étaient clairement ouverts à d'autres options pour faire disparaître de la table la question du changement de régime. En 2003, Téhéran a approché l'administration Bush pour proposer des négociations en vue d'un grand marchandage qui dissiperait les inquiétudes des États-Unis au sujet de l'Iran, en échange de la normalisation des relations. L'administration, dans le vertige de son illusion de victoire en Irak et la conviction que Téhéran avait été intimidée par la démonstration de force américaine, a rejeté cette offre.

Les Européens ont continué à négocier avec l'Iran, espérant que des offres de mesures économiques incitatives pourraient dissuader l'Iran d'enrichir son propre uranium - ce que l'Iran a pourtant le droit de faire en vertu du Traité de non-prolifération (TNP). Les Européens n'ont pas réussi à obtenir l'adhésion de Bush et n'ont donc pas pu exclure des négociations la question du changement de régime.

Et après deux ans de retenue, l'Iran s'est tourné vers ses centrifugeuses, réalisant l'effet de levier obtenu en développant lentement et légalement l'infrastructure nucléaire civile qui lui permettrait, si il le voulait, de construire des armes. C'est cet effet de levier qui a finalement contraint les puissances mondiales à négocier.

C'est ainsi que l'Iran a réussi une innovation diplomatique: Il n'a jamais réellement commencé à fabriquer une arme nucléaire, mais il a suffisamment démontré qu'il pouvait le faire, ce qui lui a permis d'obtenir bon nombre d'avancées que d'autres régimes n'avaient obtenues qu'une fois qu'ils avaient fabriqué et testé des bombes atomiques. La capacité de l'Iran à produire du matériel de bombardement a contraint les principales puissances internationales à reconnaître un régime que beaucoup auraient préféré ignorer.

C'est la négation effective par le PAGC d'une option de changement de régime qui a déclenché une hostilité aussi véhémente de la part d'Israël et des Saoudiens. L'accord limitait clairement le travail nucléaire de l'Iran et bloquait les voies vers la militarisation, mais cela se faisait en contre partie de la normalisation et de la légitimation d'un adversaire régional que ces deux états cherchaient depuis longtemps à éliminer.

Bien sûr, l'accord nucléaire ne portait pas sur les nombreuses activités régionales de l'Iran posant problème (encore moins sur ses politiques intérieures répressives, même si c'est quelque chose que les accords internationaux visant à maintenir la paix entre les États ne fait presque jamais).

La capacité de l'Iran à se doter d'une capacité à fabriquer des armes nucléaires avait entraîné une urgence tactique pour conclure un accord limité aux activités nucléaires, mais l'hypothèse stratégique sous-jacente était qu'un tel accord pourrait potentiellement ouvrir la voie à la négociation de l'intégration de l'Iran dans les arrangements régionaux de sécurité - un grand compromis.

Cette idée est profondément menaçante pour les Saoudiens qui, depuis la Seconde Guerre mondiale, jouissaient d'une priorité dans la politique américaine au Moyen-Orient, seulement détrônés par Israël.

Comme l'a expliqué l'historien saoudien Madawi al-Rasheed dans le New York Times, " Tout rapprochement entre les Etats-Unis et l'Iran - tel l'accord nucléaire sous le président Obama - est perçu avec beaucoup de suspicion et de crainte car il menace la position de l'Arabie saoudite en tant que principal féal américain dans cette région ".

Pour les Israéliens, l'élimination de la "menace nucléaire iranienne" - mesure portée aux nues au delà même de toute crédibilité par Netanyahou, ainsi que les services de sécurité israéliens l'avaient depuis longtemps fait savoir - éliminait aussi le principal épouvantail brandi par les Israéliens pour

éviter que soit même seulement discutée sérieusement la fin de son occupation des territoires palestiniens.

Obama n'a pas caché le fait que la détente [en français dans le texte NdT] avec l'Iran s'est alignée sur un réexamen plus large des priorités américaines dans la région, au détriment de la primauté saoudienne. Son administration prônait ouvertement le " rééquilibrage extraterritorial ", une doctrine en vertu de laquelle Washington se désengagerait des initiatives pour rétablir et microgérer l'équilibre des pouvoirs de la région pour au lieu de cela, permettre l'émergence d' un nouveau statu quo équilibrant les intérêts des acteurs les plus puissants - l'Iran, l'Arabie saoudite, la Turquie, l'Égypte et Israël - leur permettant de se développer de manière organique.

Comme l'a exprimé Obama dans une interview accordée à The Atlantic, " La concurrence entre Saoudiens et Iraniens - qui a contribué à alimenter les guerres par procuration et le chaos en Syrie, en Irak et au Yémen - nous oblige à dire à nos amis ainsi qu'aux Iraniens qu'il leur faut trouver un moyen efficace de partager la région et instaurer une sorte de paix froide ". Il n'était pas dans l'intérêt des Etats-Unis, a-t-il fait valoir, de soutenir les positions intransigeantes des alliés régionaux qui risquaient de déclencher des guerres auxquelles ils ne pourraient mettre fin sans une intervention des Etats-Unis.

Les Saoudiens, cependant, n'allaient jamais se satisfaire de voir la fin de leur préséance dans la doctrine de sécurité nationale américaine, et aux côtés de leurs alliés ils ont travaillé dur pour persuader Trump d'annuler l'accord négocié par son prédécesseur. Mais c'est justement à cause de son aversion pour tout nouvel empêtrement militaire au Moyen-Orient, que sa stratégie de "pression maximale" s'est heurtée à un mur.

Non seulement l'Iran est prêt à accroître le risque d'un affrontement militaire, mais ses actions de ces dernières semaines donnent à penser qu'il n'a pas oublié les leviers qu'il avait en sa possession lors des négociations sur le nucléaire.

On a beaucoup parlé de la façon dont les sanctions d'Obama avaient amené l'Iran à la table de négociation du PAGC ; on accorde peu d'attention au fait que c'est la capacité d'enrichissement de l'uranium de l'Iran, réduisant ainsi le temps nécessaire à une percée dans sa course aux l'armements, qui a amené les puissances occidentales à la même table.

L'Iran cherche maintenant à réactiver ce levier en poussant ses efforts d'enrichissement au-delà des limites convenues dans le PAGC, en amenant son stock de combustible de réacteur enrichi à 3,7 %, puis, à mesure qu'il augmente, au niveau de 20 %, taux utilisé dans le traitement du cancer (ce qui réduit considérablement le temps nécessaire au retraitement pour atteindre le niveau militaire) - ces limites sont beaucoup plus strictes que celles requises dans le Traité de Non-prolifération, limites en deçà desquelles les activités nucléaires iraniennes actuelles restent cantonnées.

Mais les dommages causés par les Etats-Unis au PAGC pourraient être irréversibles, justifiant les avertissements des partisans de la ligne dure iranienne selon lesquels on ne peut pas faire confiance au "Grand Satan". "Aucun dirigeant iranien sensé ne va mettre en balance la survie de son pays en pariant sur l'identité du prochain président des États-Unis ", écrit M. Mearsheimer. "La politique américaine à l'égard de l'Iran au cours de l'année écoulée montre clairement que les dirigeants iraniens ont été stupides de ne pas développer une force de dissuasion nucléaire au début des années 2000."

Mearsheimer pense qu'à court terme, la réponse iranienne sera faite d'une variété de provocations militaires destinées à inquiéter les Européens et autres afin de les pousser à défier les sanctions américaines qui étranglent l'économie de l'Iran.

Mais les Européens sont réticents à l'idée de défier ouvertement les Etats-Unis, et les perspectives d'un retour en arrière sont bien incertaines, non seulement pour les Iraniens, mais aussi pour les cinq puissances étrangères qui ont non seulement soutenu Trump, mais lui ont permis de détruire le PAGC pour le remplacer par un scénario plus-rien-à-perdre pour Téhéran. Si on prend en compte les mesures incitatives qui ont été proposées aux dirigeants iraniens, à l'heure actuelle, il n'est pas difficile de voir qu'ils les interpréteraient comme un choix entre capitulation-ou-combat.

Ayant déjà été échaudé, l'Iran s'attendra à des concessions importantes et tangibles avant un nouvel accord. Effectivement, Trump devrait faire volte-face, indépendamment de la façon dont aurait été tissé un tel changement. Il devra peut-être aussi trouver des moyens pour empêcher ses alliés régionaux, en particulier Israël, de lancer des attaques contre l'Iran dans le but d'entraîner Trump dans une guerre qu'il veut désespérément éviter. (Et réfréner Israël ne fait pas partie de la stratégie de l'administration.)

À l'heure actuelle, cependant, l'Iran n'est pas incité à faire preuve de retenue. Mearsheimer prévoit que ce qui en résultera c'est que l'Iran prendra une voie plus traditionnelle pour obtenir le statut d'"intouchable" que confère la possession d'armes nucléaires.

Le signe le plus clair que Trump panique - le président iranien Hassan Rouhani l'a qualifié de "désespéré et confus" - est peut-être le fait qu'il se soit servi du sénateur Rand Paul, un républicain libertarien et un critique des interventions militaires à l'étranger, comme émissaire de l'ombre en Iran.

Le sentiment que le recul de Trump consistera à décrire une nouvelle version des accords existants comme une percée audacieuse se reflète dans les commentaires récents de Paul sur Fox News: "Je pense qu'il existe une possibilité que l'Iran signe un accord disant qu'ils ne développeront jamais une arme nucléaire. Ce serait une énorme percée."

Eh bien, non, ce ne serait pas le cas, puisque c'est fondamentalement ce que l'Iran a accepté lorsqu'il a adopté le TNP en 1970, et qu'il a respecté depuis. Mais Paul a fait preuve d'une flagornerie presque comique en ajoutant: "Je pense que le président Trump est l'une des rares personnes qui pourrait actuellement obtenir cet accord... parce qu'il est fort et qu'il exerce une pression maximale, mais il est aussi disposé à en discuter."

L'Iran a de son côté proposé, si Trump lève les sanctions, de ratifier le Protocole additionnel au TNP, ce qui permettrait, sur une base permanente, des inspections plus intrusives de ses installations nucléaires. Mais en vertu du PAGC, l'Iran était tenu de prendre cette mesure en 2023, de sorte que Téhéran propose simplement d'accélérer une mesure qu'il avait déjà acceptée.

Pour rétablir le calme et réduire le danger croissant d'hostilités déclenchées par des erreurs de calcul, il faudra que le régime iranien soit convaincu de manière crédible que son existence n'est pas menacée par des puissances extérieures. En substance, les États-Unis reprendront une grande partie de ce qui a été obtenu par le PAGC, mais dans des conditions moins favorables maintenant que Trump a offert aux tenants de la ligne dure de Téhéran un brillant exposé des dangers qu'il y a de faire confiance aux États-Unis comme partenaire de négociation.